COMPTE RENDU CTL
DU JEUDI 14 JANVIER 2021
2ème CONVOCATION

L'ordre du jour de ce CTL est le suivant :

- Dossier emploi 2021 (pour avis)
- Questions diverses

Une nouvelle fois, ce CTL s'est tenu en audioconférence... La distanciation semble de plus en plus grande entre les représentants de l'Administration et les élus du personnel…

Déclaration liminaire :

Monsieur Le Président,

Nous n'allons pas manquer à la tradition de présenter nos vœux pour 2021, vœux d'une meilleure année :

- *Une meilleure année sur le plan personnel avec la préservation de la santé de tous aussi bien physique que mentale.*
- *Une meilleure année sur le plan sanitaire même si elle débute aussi mal qu'en 2020, avec les mutations de la COVID19 et leur contamination accélérée. Nous appelons de tous nos vœux la fin de la crise sanitaire, qui permettrait à chacun de nous de retrouver sa liberté de «mouvements». Nous avons à cet égard, une pensée pour ceux qui sont isolés dans leur quotidien et que cette crise isole encore davantage.*
- *Une meilleure année sur le plan professionnel : pourtant là aussi, elle débute aussi mal que les précédentes puisque la DGFiP voit ses effectifs amputer de 1800 emplois en 2021.*

Nous avons bien conscience de nous répéter, mais nous sommes très inquiets pour la santé de nos collègues tant en présentiel qu'en télétravail.

Ce Comité Technique Local de la DDFiP de la SAVOIE est convoqué dans un contexte hors norme de crise sanitaire que connaît le pays depuis bientôt un an.

Depuis la mi-mars 2020, les agents de la DGFiP n'ont eu de cesse, et comme toujours, d'accomplir avec professionnalisme et un engagement sans faille leurs missions de Service Public.

Pendant cette période et au-delà des beaux discours des Ministres et du Directeur Général, c'est en réalité par l'austérité budgétaire que les agents de la DGFiP ont été remerciés de leurs efforts, au travers de l'amputation de leurs jours de congés, du versement d'une prime au compte-goutte et de la diminution de leurs possibilités de promotion.

Au chapitre de l'austérité budgétaire, ce comité technique local décline aujourd'hui localement l'impact des 1800 suppressions d'emplois à la DGFiP avec pour notre département, 11 nouveaux emplois en moins qui manqueront cruellement pour l'exercice des missions. La DGFiP, qui

rappelons-le, ne représente que 4,2% des effectifs de la Fonction publique d'État avec désormais moins de 100 000 agents, mais assume à elle seule 42,72% des suppressions d'emplois. La DGFiP a perdu presque 27000 emplois en 13 ans. C'est comme si la DDFiP73 actuelle avait été rayée 39 fois de la carte!

Voici la triste réalité du contrat d'objectifs et de moyen, cher au Directeur Général qui, comme ses prédécesseurs, condamne notre administration à la peine perpétuelle des suppressions de postes.

Pour couronner le tout, et comme si de rien n'était, la technostructure a poursuivi en 2020 l'avancement de son projet NRP, ce qui se traduit en ce début d'année 2021 par la fermeture de plusieurs trésoreries et va entraîner par voies de conséquences, la concentration de services et de personnels.

***FO-DGFiP** réitère son opposition au NRP, et exige le retrait immédiat de ce projet mortifère qui, sous couvert de renforcer la proximité, va supprimer 1000 implantations de la DGFiP dans les territoires.*

*La conclusion s'impose : **OUI, le NRP est le variant du virus qui sévit à la DGFiP**, il fait des ravages et il se caractérise par une perte de goût….du travail !!*

Parallèlement, pour exécuter des missions, vous recrutez des contractuels, des volontaires du service civique. Le Ministère des Finances n'est décidément plus ce qu'il était….

En 10 ans, c'est donc un tiers de nos effectifs qui a fondu tandis que d'incessantes réformes se succédaient.

Après une année de crise, comme le fut 2020, dans le monde professionnel sans pitié que vous nous promettez, la coupure est désormais béante entre les collègues, la Direction et notre Administration.

Bon courage à Vous pour réduire une telle fracture !!!

FO la force syndicale
Résister !
Revendiquer !
Reconquérir !
Libre et indépendant !

I. Dossier emploi 2021

La première vague du NRP n'est qu'une étape dans les grands projets fantasmés par nos technocrates pro-business.

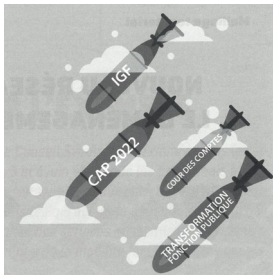
Après l'éclatement du réseau de la gestion publique par la scission des missions entre Conseillers aux Décideurs Locaux (CDL) et Services de Gestion comptable (SGC), la deuxième vague est annoncée dans la commande du rapport[1] sur la responsabilisation des gestionnaires publics, à obtenir en adoptant les pratiques du secteur privé.
Autre produit de CAP 22[2], la Mission France Recouvrement (MFR), créée en septembre 2019, n'a pas chômé malgré le confinement. Après la privatisation des encaissements en numéraire en septembre 2020, vendus à la Française des Jeux, aujourd'hui nous apprenons que la MFR propose un questionnaire rémunéré (20€ les 30 minutes) à plus de 8000 entreprises[3] pour que le futur portail unique de recouvrement de la future agence privatisée URSSAF-Douane-DGFiP corresponde à leurs attentes !!! De l'argent, il y en a plus qu'il n'en faut pour arroser les prestataires privés qui sont à la manœuvre pour s'approprier des pans entiers de missions publiques !

Quand le recouvrement sera privatisé, quand le PAS sera oublié et que l'IRPP pourra fusionner avec la CSG, quand la Taxe d'Habitation aura disparu avec la redevance audiovisuelle, avec la déclaration automatique, avec le paiement de proximité dans les tabacs, avec les nouvelles modalités de relance des défaillants, avec la couverture nationale de l'accueil téléphonique par les Centres de Contacts... que restera-t-il alors de nos SIP ?

Quant aux SIE, ils ne seront pas épargnés non plus par la deuxième vague du NRP, vidés de leur substance par la création de toutes sortes de centres spécialisés :

- "pôle national de gestion des professionnels", à Pau (64) en 2021
- "PNSR actions juridiques complexes du recouvrement forcé", expérimenté dans 8 directions en 2021
- "service de gestion des quitus", prévu en janvier 2022 à Denain (59)
- "guichet TVA commerce en ligne" de Noyon (avril 2021)
- 10 "centres de contacts des professionnels" entre 2021 et 2024
- 17 centres de travail à distance hors du département exportateur[4] en 2022-24

Après avoir longtemps appliqué la vieille technique du siphonnage aux trésoreries, la DGFiP veut désormais poursuivre avec les SIE.



1 *Rapport de juillet 2020 établi par Jean Bassères et Muriel Pacaud*
2 *Le Comité Action Publique 2022 (CAP 22) est un groupe composé de quarante personnalités mêlant économistes, cadres du secteur public et privé, élus, et chargé en octobre 2017 par le premier ministre Édouard Philippe de réfléchir à une réforme des missions de Service Public de l'État associée à une réduction des dépenses publiques.*
3 *"Dans le cadre d'amélioration des services publics à destination des Travailleurs Indépendants, les URSSAF, les Impôts et les Douanes mènent une réflexion visant à simplifier vos démarches administratives en lien avec vos déclarations et paiements fiscaux, sociaux et douaniers. C'est pourquoi nous vous proposons de participer à un entretien d'environ 30 minutes à distance début janvier, pour mieux comprendre votre ressenti par rapport à ces démarches administratives actuellement, et la manière dont elles pourraient être améliorées et simplifiées." […]*
"Pour vous remercier de votre participation, un dédommagement vous sera remis à l'issue de cet entretien (carte cadeau multi-enseignes de 20€)."
4 Leur activité s'exercera pour un ou plusieurs SIE de départements dont le chef-lieu est une métropole. Le nombre d'agents sera de 25 au minimum... Les missions pourront concerner la gestion des AVISIR, gestion des locaux, relance des défaillants (déclarations ou paiement), remboursement de crédits TVA, impositions d'office, contentieux CFE/IFER et certains travaux Médoc Web. Elles pourront dans l'avenir être étendues à d'autres travaux.

Au-delà, c'est bien la technicité des personnels qui est ainsi abandonnée au profit d'une forme de **« taylorisation » du travail qui finira par lui ôter toute forme d'intérêt**. Qui dit technicité dit aussi régime indemnitaire, moins de technicité pour le plus grand nombre c'est aussi moins de régime indemnitaire pour le plus grand nombre, sans parler de la dégradation des conditions de travail.

La déclinaison locale des mesures nationales conduit à 11 suppressions nettes décomposées comme suit :

Catégorie	Suppressions	Solde
A+	2 IDIV de classe normale 2 IDIV Hors Classe	-4
A	1 Inspecteur lié à la contribution à la modernisation des process – PCE	-1
B	1 contrôleur lié à la contribution à la modernisation des process – PCE + 1 en contribution brute	-2
C	2 Agents liés au transfert de l'assignation justice (Service dépense – Direction) + 2 en contribution brute	- 4
Total		**- 11**

A l'issue de cet exercice emplois, le total des effectifs implantés en Savoie au Tagerfip sera de 679 (contre 690 au 01/01/2020).

Récapitulatif des suppressions envisagées

Service	Suppressions				Historique des suppressions 2019 et 2020
	A+	A	B	C	
SUPPRESSIONS FLÉCHÉES					
NRP	-4				-4
PCE (antenne Albertville)		-1	-1		-2
Direction (Service Dépense)				-2	-2
CONTRIBUTION (-1 B et -2C)					
SIP/SIE Aix-les-Bains				- 1	-1
PCRP				- 1	-1
SIP-SIE Saint-Jean-de-Maurienne			-1		-1
Total	**-4**	**-1**	**-2**	**-4**	**-11**

Situation projetée des transferts liés au NRP au 01/09/2021

1) Transfert du recouvrement de l'impôt

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
Trésorerie Challes-les-Eaux					-1	-1
Trésorerie la Motte-Servolex					-1	-1
SIP Chambéry					+2	+2
Trésorerie Bourg-Saint-Maurice			-1		-1	-2
SIP Moûtiers			+1		+1	+2
TOTAL	0	0	0	0	0	0

2) Renforcement du SIE de Chambéry (Hors A+)

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
SIP-SIE Saint-Jean-de-Maurienne (SIE)			-1			-1
SIP-SIE Aix-les-Bains (SIE)		-1	-9		-5	-15
SIE Chambéry		**+1**	**+10**		**+5**	**+16**
SIP-SIE Saint-Jean-de-Maurienne (SIE)		-1	-7		-3	-11
Antenne SIE Chambéry – Saint-Jean de Maurienne *		**1**	**7**		**3**	**+11**
TOTAL	0	0	0	0	0	0

** Après le transfert d'1 emploi de cadre B à Chambéry et de la suppression d'1 emploi de cadre B.*

3) Renforcement du SIP de Chambéry (Hors A+) : création de l'antenne d'Aix-les-Bains

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
SIP-SIE Aix-les-Bains (SIP)		-1	-6		-8	-15
Antenne SIP Chambéry – Aix-les-Bains		**+1**	**+6**		**+8**	**+15**
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

4) Création du SIP de St Jean de Maurienne (avant transfert d'1 emploi C de la trésorerie de Montmélian)

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
SIP-SIE Saint-Jean-de-Maurienne (SIP)	-1	-1	-5		-7	-14
SIP Saint-Jean-de-Maurienne	+1	+1	+5		+7	+14
TOTAL						

5) Création du SGC de Chambéry

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
Trésorerie Le Châtelard					-1	-1
Trésorerie Chambéry	-1	-2	-8		-5	-16
SGC Chambéry	**1**	**2**	**8**		**6**	**+17**
Pour mémoire CDL	(+1)					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

6) Création du SGC d'Albertville

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
Trésorerie Beaufort			-1			-1
Trésorerie Ugine			-2		-1	-3
Trésorerie Albertville	-1	-1	-6		-4	-12
SGC Albertville	**1**	**1**	**9**		**5**	**+16**
Pour mémoire CDL	(+1)					
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

7) Création du SGC d'Aix-les-Bains

Transfert de la gestion comptable de 4 collectivités suivies actuellement par la trésorerie de La Motte-Servolex et 7 collectivités suivies par la trésorerie de Yenne sur la trésorerie d'Aix-les – Bains transformée, au 1er septembre 2021, en service de gestion comptable (SGC).
Le SGC d'Aix-les-Bains aura donc à compter du 1er septembre 2021, la gestion comptable de l'ensemble des communes composant la Communauté d'Agglomération de Grand Lac soit 28 communes.
Cette création d'un SGC s'accompagne de l'implantation d'1 poste de conseiller aux décideurs locaux (CDL).

Service	A+	A	B	C	TOTAL
Trésorerie la Motte-Servolex			-1		-1
Trésorerie Aix-les-Bains	-1	-2	-7	-4	-14
SGC Aix-les-Bains	**1**	**2**	**8**	**4**	**+15**
Pour mémoire CDL	(+1)				
TOTAL	**0**		**0**	**0**	**0**

8) Création du SGC de Moûtiers et l'antenne de Bourg-Saint-Maurice (après transfert du recouvrement de l'impôt)

Regroupement de la gestion comptable de l'ensemble des collectivités suivi actuellement dans les trésoreries de Bozel, Aime-la-Plagne, Bourg-Saint-Maurice et Moûtiers au sein d'un service de gestion comptable (SGC) situé à Moûtiers et d'une antenne implantée à Bourg-Saint-Maurice.
Le SGC aura donc la gestion de l'ensemble des collectivités des 5 EPCI (CC Haute Tarentaise, CC Cœur de Tarentaise, CC les Versants d'Aime, CC Val Vanoise et CC les Vallées d'Aigueblanche), soit 30 communes et leurs budgets annexes à compter du 1er septembre 2021.

La répartition des compétences entre le SGC et son antenne seront définies par le responsable de service.
Cette création d'un SGC s'accompagne de l'implantation de 2 postes de conseillers aux décideurs locaux (CDL).

Service	A+	A	B	C	TOTAL
Trésorerie Bozel			-3	-2	-5
Trésorerie de Bourg-Saint-Maurice		-1	-4	-3	-8
Trésorerie d'Aime-la Plagne			-3	-2	-5
Trésorerie Moûtiers	-1	-1	-5	-2	-9
Total avant NRP	**-1**	**-2**	**-15**	**-9**	**-27**
SGC Moûtiers *	1	1	9	7	+18
Antenne de Bourg-Saint-Maurice		1	6	2	+9
Total après NRP	**+1**	**+2**	**15**	**9**	**+27**
Pour mémoire CDL	**(+2)**				

* les emplois de la trésorerie de Bozel sont intégralement transférés au SGC de Moûtiers.
Les emplois de la trésorerie d'Aime sont transférés de la manière suivante : 2 cadres B à l'antenne de Bourg St-Maurice, 1 cadre B et 2 cadres C au SGC de Moûtiers.
Enfin 1 emploi de cadre C (vacant) de la trésorerie de Bourg St-Maurice est transféré au SGC de Moûtiers.

9) Création du SDIF (avant transfert d'emploi A+ de la direction)

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
CDIF Chambéry		-1	-2	-5	-3	-11
CDIF Moûtiers		-1	-1	-2	-2	-6
Cellule foncière SIP Chambéry			-3		-6	-9
CDIF Saint-Jean-de-Maurienne				-3		-3
SDIF Chambéry		**+2**	**+6**	**+10**	**+11**	**29**
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Antenne SDIF de Saint-Jean-de-Maurienne

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
CDIF Saint-Jean-de-Maurienne		-1	-3		-7	-11
Cellule foncière SIP Moûtiers			-1		-3	-4
Antenne SDIF Saint-Jean-de Maurienne		**+1**	**+4**		**+10**	**+15**
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Transferts d'emplois infra direction

Service	A+	A	B	B géo	C	TOTAL
Trésorerie Montmélian					-1	-1
SIP Saint-Jean-de-Maurienne					+1	+1
Direction	-1 (IP)					-1
SDIF Chambéry	1 (IP)					+1
SIE Moûtiers			-1			-1
PRS			+1			+1
TOTAL	**0**				**0**	**0**

RECAPITULATIF

Services	Suppressions				Transfert NRP					Récapitulatif					TOTAL
	A+	A	B	C	A+	A	B	B géo	C	A+	A	B	B géo	C	
IDIV Classe normale et HC	-4									-4	0	0	0	0	-4
DDFiP – Service Dépense (Transfert assignation)				-2						0	0	0	0	-2	-2
PCE – antenne Albertville (Modernisation process)		-1	-1							0	-1	-1	0	0	-2
PCRP				-1						0	0	0	0	-1	-1
SIP-SIE Aix les Bains				-1						0	0	0		-1	-1
SIP-SIE Saint-Jean-de-Maurienne			-1							0	0	-1	0	0	-1
Trésorerie Challes-les-Eaux									-1	0	0	0	0	-1	-1
Trésorerie La Motte-Servolex									-1	0	0	0	0	-1	-1
SIP Chambéry									**2**	0	0	0	**0**	2	**2**
Trésorerie Montmélian									-1	0	0	0	0	-1	-1
SIP-SIE Saint Jean de Mnne (SIP)					-1	-1	-5		-7	-1	-1	-5	0	-7	-14
SIP Saint-Jean-de-Maurienne					**1**	**1**	**5**		**8**	1	1	5	**0**	8	**15**
Trésorerie Bourg-Saint-Maurice							-1		-1	0	0	-1	0	-1	-2
SIP Moûtiers							**1**		**1**	0	0	1	**0**	1	**2**
SIP-SIE St-Jean-de-Maurienne (SIE)							-1			0	0	-1	0	0	-1
SIP-SIE Aix-les-Bains (SIE)						-1	-9		-5	0	-1	-9	0	-5	-15
SIE Chambéry						**1**	**10**		**5**	0	1	10	**0**	5	**16**
SIP-SIE St-Jean-de-Maurienne (SIE)						-1	-7		-3	0	-1	-7	0	-3	-11
Antenne SIE Chambéry Saint-Jean-de-Maurienne						**1**	**7**		**3**	0	1	7	**0**	3	**11**
SIE Moûtiers							**-1**			0	0	-1	**0**	0	**-1**
PRS							**1**			0	0	1	**0**	0	**1**
SIP-SIE Aix-les-Bains (SIP)						-1	-6		-8	0	-1	-6	0	-8	-15
Antenne SIP Chambéry Aix-les-Bains						**1**	**6**		**8**	0	1	6	**0**	8	**15**
Trésorerie Le Châtelard									-1	0	0	0	0	-1	-1
Trésorerie Chambéry Municipale					-1	-2	-8		-5	-1	-2	-8	0	-5	-16
SGC Chambéry					**1**	**2**	**8**		**6**	1	2	8	**0**	6	**17**
Trésorerie Beaufort							-1			0	0	-1	0	0	-1
Trésorerie Ugine							-2		-1	0	0	-2	0	-1	-3
Trésorerie Albertville					-1	-1	-6		-4	-1	-1	-6	0	-4	-12
SGC Albertville					**1**	**1**	**9**		**5**	1	1	9	**0**	5	**16**
Trésorerie La Motte-Servolex							-1			0	0	-1	0	0	-1
Trésorerie Aix-les-Bains					-1	-2	-7		-4	-1	-2	-7	0	-4	-14
SGC Aix-les-Bains					**1**	**2**	**8**		**4**	1	2	8	**0**	4	**15**
Trésorerie Bozel							-3		-2	0	0	-3	0	-2	-5
Trésorerie Moûtiers					-1	-1	-5		-2	-1	-1	-5	0	-2	-9
Trésorerie Aime-la-Plagne							-1		-2	0	0	-1	0	-2	-3
Trésorerie Bourg-Saint-Maurice									-1	0	0	0	0	-1	-1
SGC Moûtiers					**1**	**1**	**9**		**7**	1	1	9	**0**	7	**18**
Trésorerie Aime-la-Plagne							-2			0	0	-2	0	0	-2
Trésorerie Bourg-Saint-Maurice						-1	-4		-2	0	-1	-4	0	-2	-7
Antenne SGC Moûtiers Bourg-Saint-Maurice						**1**	**6**		**2**	0	1	6	**0**	2	**9**
CDIF Chambéry						-1	-2	-5	-3	0	-1	-2	-5	-3	-11
CDIF Moûtiers						-1	-1	-2	-2	0	-1	-1	-2	-2	-6
Cellule foncière SIP Chambéry							-3		-6	0	0	-3	0	-6	-9
CDIF Saint-Jean-de-Maurienne							-1	-3	-2	0	0	-1	-3	-2	-6
Direction					-1					-1	0	0	0	0	-1
SDIF Chambéry					**1**	**2**	**7**	**10**	**13**	1	2	7	**10**	13	**33**
CDIF Saint-Jean-de-Maurienne						-1	-2		-5	0	-1	-2	0	-5	-8
Cellule foncière SIP Moûtiers							-1		-3	0	0	-1	0	-3	-4
Antenne SDIF Saint-Jean-de-Maurienne						**1**	**3**		**8**	0	1	3	**0**	8	**12**
TOTAL	**-4**	**-1**	**-2**	**-4**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-4**	**-1**	**-2**	**0**	**-4**	**-11**

Vote :**FO DGFIP 73 –** SOLIDAIRES **–** CFDT-CFTC : **CONTRE**

FO DGFIP 73 ne cautionnera jamais des suppressions de poste, qui ne font que dégrader les conditions de travail du personnel, qui peuvent entraîner des burn-out.

II. Questions diverses

Information importante :

Toute personne en surnombre suite aux restructurations devra participer au mouvement local et servir ALOA au moment opportun, les dates n'étant pas encore définies à ce jour.

Départs en retraite :

En 2020, 22 collègues de Savoie sont partis à la retraite, en 2021 déjà 21 collègues sont recensés pour leur départ.

Ruptures conventionnelles :

En 2020, 5 collègues de Savoie ont quitté notre administration, 2 ont postulé et leur dossier est en cours pour un départ en 2021, 1 dossier a été refusé pour raison administrative, le collègue pouvant partir à la retraite à taux plein.

Mise en place du SDIF St Jean de Maurienne :

Mme Audrey SPROCQ est chargée de préparer la mise en place du Service Départemental des Impôts Fonciers, création au 1er juin 2021 : technicité, mission, planning, immobilier, RH.

Télétravail :

Dans la mesure où la pandémie ne marque pas de véritable ralentissement, en conséquence rien désormais ne s'oppose à ce que d'avantage de collègues puissent télétravailler s'ils le souhaitent sous réserve bien évidemment de compatibilité avec les fonctions exercées. En aucun cas les collègues ne doivent avoir de refus à leur demande. Si problème n'hésitez pas à nous contacter, **FO DGFIP 73** répondra toujours présent pour vous défendre.

Indisponibilité d'Hélios :

Les vendredi 15 et 22 janvier Helios sera en maintenance, **FO DGFIP** National a demandé une autorisation d'absence 1 des 2 vendredi, comme il avait été accordé fin 2020. A ce jour la DG n'a toujours pas donné sa réponse.
Toutefois, le Directeur Général, sans pour autant s'engager sur l'octroi de cette autorisation d'absence, a évoqué un cadrage national destiné à éviter de faire revenir les agents en télétravail.
N'hésitez pas à nous contacter si lenteur administrative.

Organisation des concours :

Pour certains il y a eu du retard à l'allumage. Aucune restriction de remboursement de frais d'hébergement ou de repas, lorsque vous êtes convoqués à un oral sur Paris, même si vous êtes convoqué l'après-midi. Nous serons attentifs à ce que les règles de gestion soient appliquées.

Vaccination :

Au mois de décembre, le Directeur Général avait indiqué souhaiter en tant qu'employeur pouvoir offrir aux agents de la DGFiP la possibilité de se faire vacciner. Il est toujours dans cet état d'esprit et l'envisage dès que ce sera possible, soit de manière directionnelle, soit par l'intermédiaire du préfet.

Couvre feu à 18h00 :

En attendant les décisions gouvernementales de ce soir, **FO DGFIP 73** vous alerte : le couvre feu ne doit pas empêcher les horaires variables, ni de déposer les enfants à l'école. En effet, dans certains départements, dans lesquels la mesure est déjà en place, des chefs de service demandent à ce que les agents arrivent plus tôt, pour partir avant le couvre feu. Or il est possible de quitter son lieu de travail pendant le couvre feu, l'attestation le permettant, ou la carte professionnelle.

Améliorations immobilières :

Dans les centres des Finances Publiques de Moutiers, St Jean de Maurienne et Chambery, des travaux sont prévus pour améliorer les conditions de travail, et des aides substantielles et financières qui n'étaient pas prévues vont permettre de réaliser :
- un nouveau système de traitement de l'air (chauffage et air frais) au CFP de Chambery
- le remplacement de la chaudière du CFP de St Jean de Maurienne
- l'éclairage du CFP de Moutiers. Finies les bougies, place à la lumière !!!

Aïe, aïe, aïe... :

Les suppressions de postes vont s'amplifier pour les cadres A+ à partir des prochaines années. Attachez-vous à votre poste, le roller-coaster du NRP est lancé à pleine vitesse, et risque de vous éjecter !!!! Résistez !!!

FO DGFIP 73 confiné, mais en aucun cas isolé !! Confiné ou pas, FO DGFIP 73 vous représente, FO DGFIP 73 vous défend !!! Prenez soins de vous !